

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# 2007-2012 : Bilan Anti social

## (1)

- Politique -

Date de mise en ligne : jeudi 12 avril 2012

---

Démocratie & Socialisme

---

**Nous publions ici la première partie d'un article de la revue D&S d'avril. La deuxième partie sera dans la prochaine lettre de D&S.**

*Le bilan social, ou plutôt anti social, du quinquennat pourrait noircir des pages de cette revue. Tout au long de ces 5 années, nous avons tenté de les décrypter en profondeur. En particulier le mouvement contre la mise à mort de la retraite à 60 ans nous a mobilisés. Il n'est pas inutile de faire une revue de détail de la politique anti-sociale de Sarkozy. Pour faire partager aux éventuels hésitants, l'impérieuse nécessité de le chasser.*

## **Salaires, pouvoir d'achat : L'explosion des inégalités**

Le candidat du pouvoir d'achat de 2007 a vite tombé le masque pour devenir le Président des riches.

Depuis 2007, il n'y a eu aucun « coup de pouce » au SMIC. Au niveau des agents de la Fonction publique, la politique gouvernementale s'est traduite par une perte de pouvoir d'achat de 6% en 5 ans. La valeur du point d'indice est gelée.

Le patronat a vite compris le message. Dans les Négociations annuelles obligatoires (NAO) depuis 5 ans, c'est le dogme de « la modération salariale ». Doux euphémisme !

En parallèle, les dépenses contraintes ont augmenté : logement, énergie, nourriture, santé, éducation pesant davantage sur les salaires les plus bas.

Pour une majorité, en dessous de 1500 euros bruts, les choix ont été de plus en plus difficiles jusqu'à l'obligation de choisir entre nourriture et santé par exemple.

Conséquence : le pouvoir d'achat n'est plus un moteur de la consommation, sa contraction est au contraire un facteur de la crise.

Le Parlement a décidé d'augmenter la TVA au 1er octobre 2012 pour marquer une nouvelle fois le sens qu'il donne à son action.

L'écart salarial entre les femmes et les hommes demeure de 25%. Les obligations pour les entreprises ont été assouplies, notamment à l'occasion de la loi sur les retraites.

Plus de 8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté (avec moins de 954 euros par mois). Et la moitié d'entre elles avec moins de 773 euros.

A l'autre bout de l'échelle des revenus, la rémunération des patrons du CAC 40 a augmenté de 34%. Dans ces mêmes groupes, 1/3 des bénéficiaires en 2011 sont allés aux actionnaires. En pleine crise, les dividendes distribués aux actionnaires ont continué à augmenter, les stocks options et autres retraites chapeaux se sont multipliés. La répartition inégale des richesses s'est poursuivie et les entreprises non financières ont versé plus à leurs actionnaires qu'elles n'ont investi.

## **Emplois détruits, explosion du chômage : Le retour du chômage de masse**

Le candidat anti-chômage qui avait affiché un objectif de 5% de chômeurs s'est mué en Président champion des 10% de chômeurs et de la désindustrialisation.

Il y a 810 000 chômeurs de plus de 50 ans. Le chômage des moins de 25 ans a progressé de plus de 3 points, culminant à 22,9%. 350 000 emplois ont été supprimés dans l'industrie. La rupture conventionnelle est venue renforcer les dispositifs mis au service des employeurs pour se débarrasser plus facilement des salariés.

Dans la Fonction publique d'État, 150 000 emplois ont été supprimés. L'hôpital public souffre d'un sous-effectif dramatique. L'Éducation Nationale a connu le plus grand plan social jamais connu avec la suppression de 70 000 emplois. La formation des maîtres a été remise en cause et l'autonomie des universités a créé une grande instabilité de l'enseignement supérieur.

Avec la loi TEPA, défiscalisant les heures supplémentaires, la CGT chiffre à 400 000 le nombre d'emplois non créés équivalant aux heures supplémentaires subventionnées et un coût de 4 milliards d'euros par an qui fragilise la protection sociale.

C'est en pleine augmentation du chômage qu'est intervenue la fusion entre ANPE et Assedic créant Pôle Emploi avec des moyens en baisse, des réductions d'effectifs, avec pour conséquence une dégradation de l'accompagnement des chômeurs pourtant stigmatisés. Le nombre de bénéficiaires des minima sociaux a augmenté en même temps que la pauvreté progressait.

## **Conditions de travail dégradées, droit du travail attaque : des reculs permanents**

Le mal-être au travail, les risques psycho-sociaux, les questionnements sur le sens, le contenu, la finalité du travail, les modes de management par le stress... tous ces phénomènes se sont amplifiés. Les suicides chez France Télécoms, dans les banques, au sein même du Ministère du travail sont apparus comme autant de symptômes d'une société malade, ne jurant que par la rentabilité financière à court terme, la chasse aux « coûts » du travail.

Le gouvernement, sous l'impulsion de Sarkozy, a promu les méthodes de la gestion par le stress, de la course aux résultats comme le critère décisif d'appréciation des politiques publiques, singeant ainsi les méthodes patronales les plus débridées. A l'heure du bilan, il voudrait s'exonérer de son propre bilan, de ses résultats désastreux.

Après la recodification du Code du Travail, l'objectif est d'aller plus loin dans la mise en cause du droit du travail, pour imposer plus de flexibilité, de précarité (CDD, temps partiel, contrats de chantier) et des licenciements plus faciles.

L'annonce des accords compétitivité-emploi va dans ce sens, comme les attaques qui se préparent contre toute référence à un salaire minimum, une durée du travail légal, un temps de travail maximum. Les « corps intermédiaires » sont dans le collimateur pour mieux aider à cette offensive, dont l'objectif est d'imposer le « gré à gré » entre salarié et employeur dans un rapport dominé par la subordination.

La santé des travailleurs a été mise en cause, la pénibilité oubliée. Signe des temps, les syndicalistes s'astreignent désormais à réfléchir et agir davantage sur les conditions de travail tant leur dégradation est forte.